

dimanche, 14 juillet 2013 13:27

Et M. Erdogan, jusqu'où ira-t-il pour soutenir Morsi ?

IRIB – Erdogan ne vas pas trop loin, dans ses appuis à Morsi.

L'ancien ambassadeur d'Iran en République d'Azerbaïdjan et expert des questions liées à la Turquie, le Dr. Afchâr Soleymani estime que le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan ne vas pas couper tous les ponts et perdre toute occasion de coopération, avec un futur gouvernement égyptien, non-issu des Frères. Les lignes qui suivent en offrent une analyse établie par l'ancien ambassadeur iranien à Bakou, et qui est à la base de son interview avec le site irdiplomacy.ir.

...

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a été le premier leader d'un pays étranger à avoir voyagé au Caire et s'être entretenu avec le Président élu égyptien, après les évolutions issues du printemps arabe, le départ de Moubarak et la désignation de Mohamed Morsi à la présidence du pays. Un premier signe pour leur rapprochement. Un deuxième signe a apparu lorsque Mohamed Morsi a participé au Congrès du Parti pour la justice et le développement (AKP), parti au pouvoir en Turquie, là où il a salué le « rôle de son hôte, M. Erdogan, dans le monde de l'islam ». Dans la foulée, lorsque Mohamed Morsi a été destitué par l'armée égyptienne, le gouvernement turc a pris une position que l'on pourrait même qualifier de la plus négative, à l'échelle internationale, envers les évolutions survenues en Egypte, ce qu'il a officiellement qualifié de coup d'Etat. Malgré tout cela, la Turquie, s'avancera-t-elle vers une rupture des relations avec l'Egypte de l'après Morsi ? Est-ce que la Turquie tirera leçon de ses erreurs de calcul en rapport avec les évolutions régionales et enterrera ses ambitions de néo-ottomanisme ?

Au cours des soulèvements populaires dans les pays arabes, la Turquie a essayé de se montrer partisan et de présenter le modèle du parti AKP, comme un exemple à suivre dans des révolutions de ce genre. Mais à quel point la Turquie aurait été le gagnant des dites évolutions ? A en croire l'ancien ambassadeur d'Iran à Bakou, les évolutions de ces deux dernières années montrent qu'Erdogan et ses camarades de parti ont fait une erreur de calcul, dans l'évaluation des événements qui se sont produits dans la région. Ces erreurs tactiques voire stratégiques, il les avait commises rarement depuis 4 ans, surtout, lui qui prêchait la politique dite « tension zéro », avec les voisins. L'AKP semble avoir évalué les évolutions de la région, avec un rationalisme pragmatique, tout en se souciant de se rapprocher davantage des Etats-Unis et de réaliser son objectif, dans le sens de l'adhésion à l'Union européenne, une approche dont l'architecte serait le Ministre des A.E. turc, Ahmet Davutoglu. Cette approche consiste aussi et surtout à offrir le modèle à suivre, concernant la gestion du pays, aux pays arabes. La visite d'Erdogan en Egypte où il a invité Mohamed Morsi et Khaled Mechaal à participer au congrès de son parti AKP, ainsi que les propos agréables de ces deux derniers, au sujet d'un leadership d'Erdogan au sein du monde de l'islam (!!!) s'inscrivait dans le cadre de cette approche. Rien de plus naturel que la crise survenue en Egypte, faute de perspicacité de Morsi et qui a mis au défi les 80 années d'efforts de la Confrérie, influe sur la Turquie et la Syrie, conduisant M. Erdogan à revenir sur ses approches politiques. Dans ce contexte, les liens entre Ankara, d'une part, et Riyad et Doha, de l'autre, marqués par l'entente et la coordination, au moins dans les apparences, pourraient changer, de fond en comble, vu les efforts en coulisse saoudiens et qataris, en faveur de l'éviction de Morsi. Bien que la Turquie n'ait pas payés des coûts financiers aussi considérables que ceux subis par le Qatar et l'Arabie saoudite, la donne actuelle donne beaucoup à méditer, auprès de la classe dominante à Ankara qui, à son tour, ne semble pas beaucoup réussi, dans la réalisation de ses objectifs géopolitiques et géoéconomiques. Il faut cependant indiquer que les aides saoudiennes étaient plutôt destinées aux Salafistes, pour enrayer les Frères. Et au sujet de la position d'Ankara envers les évolutions de la Syrie, l'ancien haut diplomate iranien estime que les évolutions d'usure en Syrie n'ont pas été jusqu'ici à 100% du goût des opposants

d'Assad. On ne peut pas dire, pour autant, que les choses se sont déroulées, complètement, tout comme l'aurait souhaité Bachar Al-Assad. Près de 100.000 personnes ont perdu la vie en Syrie et environ 3.000.000 ont été déplacés, alors que les infrastructures du pays aussi ont été détruites à plus de 50%. La Syrie est aux prises à la fois à la guerre civile et à la guerre par procuration. La poursuite de cette situation nuit, plus qu'à toute autre personne, au peuple syrien et à ce pays même. Les efforts censés aboutir à une solution politique, d'ailleurs, n'offrent pas une perspective prometteuse.

Mais on ne peut pas dire que les évaluations d'Ankara au sujet des évolutions de la Syrie ont été absolument erronées. La Turquie a peut-être eu tort de penser que le gouvernement Assad serait vite renversé, mais elle ne s'est peut-être pas trompée, en imaginant qu'elle pourrait endosser un rôle actif, dans une Syrie de l'après Assad. Il est peu probable que l'affaiblissement du poids des Frères en Egypte puisse favoriser dans un avenir lointain l'établissement d'un ordre monopartite, en faveur du parti Baathiste d'Assad, en Syrie. Le parti AKP, avec ses penchants laïcs, saurait pourtant se réserver un rôle régional considérable, mais il lui prendra sans doute du temps, pour s'adapter à la nouvelle donne.

Dans l'optique du Dr. Afchâr Soleymani, bien que le néo-ottomanisme cultivé par le gouvernement actuel d'Ankara soit évaluable plutôt dans le cadre des campagnes à la manière douce, et pas dure, cette approche lui coûtera le mécontentement de certaines parties ou de certaines minorités comme les Alawites ou les Kurdes, ce qui pourrait alimenter les tensions. Il ne faut pas oublier que certaines couches de l'opposition turque, incapables d'obtenir des résultats escomptés par les voies démocratiques, pourraient inciter leurs partisans aux objections physiques. Les agissements du parti républicain du peuple en offrent un bon exemple. Il conviendrait de dire aussi que les citoyens turcs, indépendamment du parti ou courant politique pour lesquels ils éprouveraient une certaine sympathie, prêtent plutôt l'importance aux questions internes.

Toujours selon l'ancien ambassadeur d'Iran en Azerbaïdjan, malgré le mécontentement d'Ankara envers l'éviction de Morsi, en Egypte, qui s'est déroulé par l'armée, avec l'appui du front national de salut, des séculaires et des partisans de l'ancien régime, et à l'aide du Qatar et de l'Arabie saoudite, il ne semble pas qu'Erdogan veuille soutenir sérieusement les Frères musulmans égyptiens. Les évolutions en Egypte sont entrées dans une phase critique et malgré l'établissement d'un calendrier, par le gouvernement par intérim, pour l'amendement constitutionnel et les élections présidentielles et législatives, la perspective de la crise y semble toujours assez sombre. Pourtant, le gouvernement d'Erdogan n'a pas l'air de vouloir couper tous les ponts et perdre l'opportunité de coopération avec un futur gouvernement égyptien, non issu des Frères. Les appuis verbaux d'Ankara aux Frères musulmans égyptiens perdureront, mais il ne faut pas oublier que la politique étrangère de la Turquie, notamment sa politique moyen-orientale, est souvent marqué par un dosage de suivisme envers les politiques américano-européennes. Et l'approche d'Ankara envers les évolutions de l'Egypte ne ferait pas l'exception à cette règle.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
